



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CDMR

CHAMPBLANC
16370 Richemont

Références : 2025_367_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement CDMR implanté Le Bois Bourru 16140 Ébréon. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du traitement du porter à connaissance (PAC) déposé en juillet 2024 par CDMR. Ce PAC sollicite la prolongation de huit ans de la durée d'autorisation d'exploiter la carrière, sans modification de son périmètre et des conditions d'exploitation.

L'étude de ce PAC a conduit l'inspection à demander des compléments et précisions sur la demande formulée par CDMR. Ces compléments et précisions sont formulés en annexe du présent rapport d'inspection.

Il faut également noter que cette visite a immédiatement précédé la réunion d'information de CDMR aux riverains et élus d'Ebréon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CDMR
- Le Bois Bourru 16140 Ébréon
- Code AIOT : 0007201706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Ebréon est un site d'extraction de calcaire (~ 200 000 tonnes par an). L'existence de cette carrière remonte à 1990. Les installations sont autorisées sous les rubriques 2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des installations classées par arrêté préfectoral du 29 mars 2010.

Une demande de prolongation de la durée d'exploitation de huit ans a été sollicitée auprès de l'administration en juillet 2024. Ce porter à connaissance a été analysé et des demandes de complément sont formulées en annexe du présent rapport pour poursuivre son instruction et définir les suites à y donner. (Cette annexe est jugée confidentielle et n'apparaît pas dans la version du rapport diffusable au public.)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, articles 2.2 et 1.2	Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Retombées de poussière	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Bruit de la carrière	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.2.2	Sans objet
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 4.3	Sans objet
6	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.3	Sans objet
8	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures périodiques (qualité des eaux souterraines, retombées de poussière, bruit et vibrations générés par les tirs de mine) sont effectuées conformément à la réglementation. Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur le plan d'exploitation de la carrière et de compléter les mesures de niveaux sonores et d'émergence par des relevés en période nocturne au regard du fonctionnement de l'installation observée lors de période comprise entre 22 h et 7 h – plage horaire définie comme nocturne au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Une vigilance particulière est également demandée sur le suivi de la cote minimale du carreau de telle sorte à rester à au moins 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe souterraine superficielle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, articles 2.2 et 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Plan de la carrière
Prescription contrôlée <i>Article 2.2</i> Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs (carreau, fronts, ...), - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 2.9.3 ci-dessous et, s'il y lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales. Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] <i>Article 1.2</i> [...] Le fond de fouille restera 2 m au-dessus des cotes des plus hautes eaux de la nappe superficielle sans être inférieur à : - 86 m NGF dans les zones A, B et C, - 80 m au sud-ouest de la zone D, - 84 m NGF au nord-est de la zone D. [...]
Constats 1) Le dernier plan d'exploitation de la carrière date du 30 avril 2024. Il figure en annexe 2 du porter

à connaissance (PAC) de juillet 2024, qui demande une prolongation de huit ans de l'autorisation d'exploiter de la carrière.

Ce plan contient l'essentiel des informations requises par l'article pris en référence ci-dessus.

Il demeure toutefois nécessaire d'apporter quelques modifications au plan notamment pour

- préciser la signification des cercles ajourés en bleu gras, non recensés dans la légende
- renforcer l'apparence des bassins ou zones en eau présents sur le site
- faire figurer les pistes présentes sur l'exploitation
- faire apparaître la localisation du piézomètre PZ4
- mentionner l'unité utilisée pour la barre d'échelle
- préciser, sur le plan d'exploitation ou sur un autre plan, les lignes isopièzes des hautes eaux et les lignes de courant
- mettre clairement en évidence la (les) zone(s) en cours d'exploitation et les éléments de comparaison avec le phasage prévu
- mettre à jour la légende.

2) Les cotes au Sud-Ouest de la zone D (= zone D3 sur le plan Figure 2 du PAC) d'exploitation sont supérieures à 80 m NGF, conformément à la prescription de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral.

3) Des cotes inférieures à 86 m NGF apparaissent en zones B et C d'exploitation (e.g., {84,07 ; 84,05 ; 85,06} m NGF), ce qui constitue une non-conformité par rapport à la prescription de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral.

4) Des cotes inférieures à 84 m NGF au Nord-Est de la zone D (= zone D1 sur le plan Figure 2 du PAC) d'exploitation (e.g., {82,06 ; 82,79 ; 82,01 ; 83,06} m NGF), ce qui constitue une non-conformité par rapport à la prescription de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant de

- 1) mettre à jour le plan de la carrière, avec tous les éléments utiles de nature à éclairer sur la situation réelle du stade d'exploitation
- 2) expliquer et justifier les raisons qui ont conduit à un fond de fouille inférieur aux prescriptions de l'arrêté en zones B et C et D d'exploitation
- 3) s'assurer par des moyens adaptés et justifier que le fond de fouille restera 2 m au-dessus des cotes des plus hautes eaux de la nappe superficielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 2.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Phasage de l'exploitation
Prescription contrôlée [...] Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints en annexe 4 au présent arrêté. [...]
Constats La zone A n'est plus exploitée et des feuillues ont été plantés au printemps 2024. Les secteurs B et C correspondent toujours à la zone des installations et des stocks. En revanche, alors que l'exploitation de la zone D (= D1 + D2 + D3) devrait être terminée et au stade final du réaménagement, l'extraction de matériau continue. L'exploitant indique par ailleurs que, compte tenu des différences de qualité du matériaux extraits, des granulats issus des secteurs Nord-Ouest et Sud-Ouest de cette zone D d'exploitation sont régulièrement mélangés pour tendre vers un produit final de qualité constante. Le PAC de CDMR explique ce retard par (i) une masse volumique caractéristique de la roche (2000 kg m^{-3}) inférieure à la masse volumique réelle (2300 kg m^{-3}), qui conduit à réévaluer à la hausse la masse du gisement en place, et (ii) une production moyenne annuelle moindre que celle retenue dans le dossier initial de demande d'autorisation environnementale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat Il est demandé à l'exploitant de <ul style="list-style-type: none">expliquer les raisons qui l'ont conduit à revoir sa production à la baisse par rapport à celle initialement prévue dans la demande d'autorisation environnementaleexpliciter et préciser le nouveau phasage d'exploitation envisagé dans le cadre de la demande de renouvellement de son autorisation environnementale, en particulier la progression et le recouvrement des phases 4 et 5 (voir p 13/95 du PAC)mentionner et décrire l'opération de mélange de granulats issus des secteurs Nord-Ouest et Sud-Ouest de la zone D d'exploitation. Ces points sont repris en annexe du présent rapport, dans la demande de compléments à apporter au PAC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement des engins
Prescription contrôlée 1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, ou tout autre dispositif équivalent. [...]
Constats Pour le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier, il a été constaté la présence d'une aire étanche reliée à un point bas permettant la récupération des eaux et liquides résiduels. La rétention raccordée n'a pas été inspectée. Lors de la précédente inspection (29 septembre 2021), il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place, dans le meilleur délai, le dispositif de rétention et anti-débordement à bord du véhicule réalisant le ravitaillement. Ce dispositif était présent à bord du véhicule le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du niveau piézométrique
Prescription contrôlée Le niveau inférieur de l'exploitation (y compris la zone de pompage des eaux d'exhaure) doit rester à au moins deux mètres au-dessus des plus hautes eaux de la nappe. [...]
Constats Le suivi des piézomètres (PZ) depuis 2015 montre que le niveau des plus hautes eaux de la nappe est de <ul style="list-style-type: none">• ~ 89 m NGF au PZ5, situé sur une zone réaménagée (zone A, cf. Figure 2 du PAC)• ~ 84 m NGF au PZ2, situé au Nord de la carrière, en-dehors de l'emprise ICPE• ~ 83 m NGF au PZ1, situé à l'extrême Est de la carrière, en zone B, C (cf. Figure 2 du PAC). Les niveaux de la nappe les plus fluctuants sont <ul style="list-style-type: none">• au PZ3, situé en bordure Est de la zone D3 (cf. Figure 2 du PAC), avec une moyenne de ~ 72 m NGF et des pics quasi-périodiques, en février, qui atteignent ~ 80 m NGF (valeur maximale à ~ 85 m NGF en février 2020)• au PZ4, situé en bordure au Nord-Ouest de la carrière (zone D2, cf. Figure 2 du PAC), avec un niveau qui se situe sous 80 m NGF mais qui atteint parfois 81-83 m NGF.

<p>Compte tenu de l'ensemble de ces données</p> <ul style="list-style-type: none"> la zone exploitable D3, avec un fond de fouille actuellement compris entre 90 et 102 m NGF, est au-dessus du seuil des 2 m des plus hautes eaux de la nappe le fond de fouille de la zone D1, avec des relevés < 84 m NGF (voir point de contrôle n° 1) atteint potentiellement la nappe d'eau souterraine aux périodes de hautes eaux le fond de fouille de la zone D2 (relevé à 85-90 m NGF), en cours d'exploitation, se situe au-dessus des plus hautes eaux de la nappe ; un point du carreau est toutefois relevé à 82 m NGF, cote qui atteint potentiellement la nappe du fait de l'observation d'un niveau des hautes eaux entre 81 et 83 m. <p>Il apparaît que l'exploitation de la carrière ne respecte pas la prescription suscitée à savoir de considérer que des opérations extractives ne peuvent être réalisées à moins de 2 mètres du niveau des hautes eaux observé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant</p> <ul style="list-style-type: none"> d'être particulièrement vigilant sur la cote minimale du carreau de telle sorte à ne pas atteindre la nappe d'eau souterraine et de respecter le critère des 2 m au-dessus des hautes eaux de justifier que le fond de fouille de la carrière reste à au moins 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe superficielle. Cette demande rejoint celle du point de contrôle n°1 sur le niveau du carreau de la carrière. <p>À défaut, une mise en demeure sera proposée au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>[...] La surveillance de la qualité des eaux souterraines fait l'objet d'un contrôle annuel qui doit porter au minimum sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH - potentiel d'oxydo-réduction - résistivité - métaux lourds totaux - fer - DCO ou COT - hydrocarbures totaux. [...]

<p>Constats</p> <p>Les mesures sont effectuées annuellement sur l'ensemble des paramètres prescrits. Les derniers relevés datent du 19 février 2024.</p> <p>Les mesures des caractéristiques physico-chimiques prescrites et leur évolution sur ces cinq dernières années (mai 2019-février 2024) montrent une stabilité des valeurs relevées. Les concentrations des eaux souterraines de la carrière sont inférieures aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 pris en référence, qui établit les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines (voir notamment son Annexe II).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussière</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. [...]</p>
<p>Constats</p> <p>Pour ces quatre dernières années (2020-2023), la teneur moyenne annuelle de poussière recueillie dans les jauges positionnées à l'entrée du site et chez un riverain proche, est en-deçà du seuil maximal autorisé ($500 \text{ mg m}^{-2} \text{ jour}^{-1}$).</p> <p>Sur la période scrutée entre 2020 et 2023, les valeurs les plus élevées sont observées à l'entrée de la carrière (valeurs comprises entre 77 et $152 \text{ mg m}^{-2} \text{ jour}^{-1}$ versus $\sim 35 \text{ mg m}^{-2} \text{ jour}^{-1}$ pour la jauge témoin).</p> <p>Le résultat de la campagne de relevés des retombées de poussière en 2024 n'a pas été communiqué à l'inspection lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le résultat de la campagne de relevés des retombées de poussière en 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Bruit de la carrière**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.4.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux sonores et émergences**Prescription contrôlée****BRUIT : VALEURS LIMITES ET POINTS DE CONTRÔLE**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Valeurs admissibles en limite de propriété	Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés
POINTS DE CONTRÔLES	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
Angle sud de l'extension D en direction du château d'AMBERAC	65 dBA	60 dBA

Constats

Les mesures du niveau sonore de la carrière en période diurne ont été réalisées le 24 mai 2023. Les niveaux sonores et les émergences sont en-deçà des seuils maximaux autorisés.

En revanche, les mesures en période nocturne n'ont pas été réalisées alors que les horaires d'exploitation de la carrière sont dans la tranche 6 h 30 - 21 h 30.

Nota. Pour rappel, la période nocturne réglementaire et définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, est comprise entre 22 h et 7 h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant de

- justifier l'absence de mesures sonores en période nocturne
- de réaliser ces mesures en 2025 en cas d'activité en période nocturne en limites de propriété et en zones à émergence réglementée.

Le résultat des mesures sera communiqué à l'inspection avec les commentaires associés et des propositions d'actions correctives en cas de dépassement des seuils autorisés.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective**Proposition de délais :** 4 mois

N° 8 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2010, article 3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations générées par les tirs de mine
Prescription contrôlée Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.
Constats Les mesures réalisées lors des tirs de mine montrent des vitesses particulières pondérées de vibration mécanique, selon les trois axes, inférieures à 2 mm/s, soit en-deçà du seuil de 10 mm/s à ne pas dépasser. La surpression aérienne atteint typiquement 100-105 dBl, avec des pics jusqu'à 110 dBl. À ce jour, cette situation n'appelle pas de remarque de l'inspection et semble acceptable.
Type de suites proposées : Sans suite